

Réunion du Groupe de travail sur la réforme de la police
24 août 2020

Participants

Membres du groupe de travail : Dr David Harris, Dr Angela Reynolds, Richard Garland, Valerie McDonald Roberts (coprésidente), Tony Beltran, Dr Quintin Bullock (coprésident), Sylvia Fields, Nathaniel Yap, Sharon Werner, Tim Stevens, Amanda Green-Hawkins, rabbin Ron Symons, Dr Bobbi Watt-Geer,

Invités : Tiffini Simoneaux (responsable jeunesse et éducation), Ciora Thomas (présidente et fondatrice, SisTersPGH), Dr Anupama Jain (directrice générale, commission pour l'égalité des sexes),

Personnel : Alexander Fisher, Hersh Merenstein (coordinateur des relations communautaires avec l'administration locale), David Finer, Alaa Mohamed (coordinateur des politiques), Joy LeViere, Lindsay Powell (directrice de cabinet adjoint), Mairead McCarthy (Welcoming Pittsburgh VISTA)

Séance de questions/réponses avec le conseil consultatif LGBTQIA+ avec Tiffini Simoneaux (responsable jeunesse et éducation – cabinet du maire) et Ciora Thomas (présidente et fondatrice, SisTersPGH).

Le Conseil consultatif de la jeunesse a été formé en décembre 2016 dans le but de devenir une commission. La commission est approuvée par le conseil municipal et les candidatures pour 8 places sont désormais ouvertes. Ciora Thomas est présidente du conseil consultatif. Elle a fondé et dirige SisTersPGH, qui fournit des ressources aux personnes transgenres et non binaires. SisTers possède un centre communautaire à Swissvale et fournit des logements dans le cadre du programme Project T. Ciora est également co-vice-présidente de la commission de Pennsylvanie sur les affaires LGBTQ.

Début de la séance de questions/réponses :

• Nathaniel: Quelles sont vos principales préoccupations en ce qui concerne les interactions entre le PPB et la communauté LGBTQIA+ ?

oTiffini : Le comité de la sécurité publique du conseil consultatif LGBTQIA+ a rencontré le commandant Holmes. Les membres ont été impressionnés par le fait que la formation SOGIE était nécessaire pour les nouveaux membres(mais pas pour tous les membres). Les agents ayant rejoint les forces de l'ordre il y a plusieurs années ne reçoivent pas cette formation.

- Le comité de la sécurité publique a recommandé que tout le personnel du PPB reçoive une formation SOGIE.

oCiora : Nous avons eu des interactions avec la police à travers des manifestations et des contacts avec des clients individuels. Une chose qui ressort ce sont les arrestations liées à la prostitution orchestrées à la suite d'un coup monté par la police, les altercations impliquant des travailleurs et travailleuses du sexe.

- Les travailleurs et travailleuses du sexe (souvent LGBTQIA et noires ou à la peau brune) sont contraints de se prostituer en raison de besoins économiques, comme un logement instable, l'insécurité alimentaire et la discrimination.
- La criminalisation des travailleurs et travailleuses du sexe les met encore plus en danger. La prison du comté d'Allegheny (ACJ) n'est pas sûre. Inculper les travailleurs et travailleuses du sexe enlève des ressources aux personnes qui en ont le plus besoin.
- Les médias dramatisent et déshumanisent les travailleurs et travailleuses du sexe dans leurs reportages.
- Parfois, les médias révèlent des informations sensibles/identifient ces personnes (comme professionnels du sexe, sans-abri, trans).
- Les travailleurs et travailleuses du sexe sont également victimes de violence. Ils sont stigmatisés par la police. Ils ne se manifestent pas lorsqu'ils subissent un préjudice.

- Ciora évoque son propre vécu, en tant qu'ancienne travailleuse du sexe et ancienne sans-abri.

• Angela : Lorsque nous parlons de Black Lives Matter, nous devons parler de toutes les vies des Noirs, y compris celles des travailleurs et travailleuses du sexe et des personnes trans. Ces histoires ne sont pas entendues au niveau national. Quels sont les autres sujets de préoccupation, Ciora ?

oCiora : Responsabilité des policiers qui ne protègent pas et ne servent pas.

- Un outil simple pour contrôler la police est nécessaire.
- Des agents ont agressé sexuellement des personnes LGBTQ. Je parle pour les victimes à travers mon rôle au sein de la ville et de l'État. Qu'en est-il des personnes qui n'ont pas ces rôles ?

oCiora : Formations SOGIE et formations animées par des personnes trans.

- Un agent peut ne pas être d'accord avec l'identité d'une personne. Des efforts/politiques devraient être mis en place afin d'empêcher leurs croyances d'interférer avec leur travail. Cette formation doit être dispensée à tous les policiers.
- SisTersPGH propose des formations sur la manière d'inclure et de respecter les personnes trans, sur l'utilisation des pronoms.

oCiora : La police doit respecter les fiertés de Pittsburgh.

- Lorsque nous demandons à ce que la police n'intervienne pas lors des défilés, cela ne devrait pas être un problème. Les personnes LGBTQ et la police sont en conflit depuis le début de la libération LGBTQ. Cette histoire doit être reconnue et respectée.

o Cette conversation doit déboucher sur des solutions et des actions concrètes. Ce n'est pas le premier groupe de travail ou commission devant lesquels Ciora a fait une présentation.

• Tim : Êtes-vous actuellement impliquée dans la formation du PPB ?

oCiora : Non. Nous avons travaillé avec l'ACJ et les agents de la prison il y a environ 2 ans, mais les échanges ont pris fin parce qu'une femme trans animant la formation a été accueillie par des remarques transphobes. Les agents assistant à la formation ont plaisanté et se sont moqués d'elle, ce qui a rompu la relation. Cette formation était assurée par nos soins gratuitement.

• Tim : Avez-vous essayé de rétablir cette relation ?

oCiora : Il s'agissait d'une situation d'abus de pouvoir, ce n'était pas de notre responsabilité de rétablir la relation, c'était celle de la police.

• Tim : Demande une synthèse de type « ce que vous souhaiteriez voir arriver et pourquoi » dès que possible. cav.pgh@gmail.com

• Valerie: Lorsque les médias annoncent qu'il y a eu une « affaire de prostitution » et qu'une personne trans est impliquée, est-ce qu'ils donnent leur avis ? Ou lisent-ils des rapports de police ? Donc, les journaux citent les informations du rapport de police (Ciora acquiesce). D'accord, et concernant les signalements pour viol ? Les individus les signalent-ils ?

oCiora : C'est au cas par cas. Certaines personnes le font si elles se sentent obligées. D'autres sont effrayées et ne souhaitent pas signaler le crime à la personne qui l'a commis.

• Valerie: Quand constatez-vous le plus de plaintes ? Pour des incidents impliquant un individu ou des groupes ?

oCiora : À la fois lors de marches pour les fiertés, mais aussi concernant des individus seuls dans des voitures de police

• Valerie: Quand les femmes assurant la formation ont-elles été insultées ?

oCiora : C'était il y a 2 ans. Il y avait un groupe de travail appelé « Comité de la sécurité publique » dans le cadre du conseil consultatif LGBTQIA +.

oCiora : Je ne sais pas si cela a été consigné. Il y eut une publication sur les réseaux sociaux.

oTiffini : Le commandant Holmes a participé à des échanges à ce sujet.

oCiora et Tiffini : Vont le contacter pour faire un suivi.

• Tim : De votre point de vue, comment organiser des formations pour éviter de telles interactions entre les intervenants et la police, si un nouvel incident devait se produire, comment devrait-il être abordé ?

oCiora : Ce comportement ne doit pas être toléré. La personne doit être licenciée pour transphobie. S'ils ne sont pas disposés à s'asseoir et à apprendre à protéger et à servir, ils devraient être renvoyés.

• Richard Garland : Qu'est-ce qu'un travailleur du sexe et comment interagit-il avec la police ?

oCiora : Un travailleur du sexe est une personne qui est obligée du fait de contraintes économiques d'utiliser le sexe comme outil économique. Cela est criminalisé par la police. En fait, la police et les représentants du gouvernement participent et sollicitent ces services. Nous devons nous assurer que les travailleurs et travailleuses du sexe puissent faire leur travail en toute sécurité.

• Nathaniel: La police est souvent celle qui répond aux situations de travail du sexe. Dans un monde idéal, qui devrait répondre à ces situations ? Existe-t-il des services alternatifs ? Disposons-nous de tels services ou ont-ils été modélisés quelque part ?

oCiora : Je n'en ai pas vu ici. Nous avons besoin d'une ligne d'assistance en matière de violence domestique ou d'un espace central ouvert et inclusif, pas de la police. Peut-être un groupe de travail à qui faire un rapport en premier. Cela devrait concerner les violences domestiques et sexuelles au sein de la communauté LGBTQ.

• Nathaniel: Pensez-vous que quelqu'un ayant une expertise avec les sans-abris pourrait aider dans cette situation ?

oCiora : Cela peut être utile, mais vous devez élargir vos attentes. L'expertise en matière de sans-abri signifie également les anciens sans-abris. Ceux qui ont une expérience vécue détiennent des connaissances clés, et l'autonomisation de ceux ayant vécu cette expérience devrait être améliorée.

• Bobbi: Merci de nous avoir rejoints toutes les deux. Je voudrais revenir à la notion de responsabilité. Ciora vous avez mentionné qu'il était difficile de faire des rapports à la police avec qui vous avez déjà un problème. Qu'est-ce qui pourrait aider ? Quel genre de mécanisme ou d'organisme de responsabilisation aiderait ?

oCiora : Ce qui me vient en tête, c'est de les renvoyer. Nous ne devrions pas permettre aux agents d'abuser de leur pouvoir vis-à-vis d'un individu.

- Les formations ne fonctionnent pas. J'ai vu des agents suivre des formations et penser qu'ils avaient évolué, mais ce n'est pas le cas. Ce sont des êtres humains et ils savent jouer avec les règles du système. Ils ne devraient pas continuer de nuire aux personnes qu'ils servent. Cela se produit depuis avant ma naissance. Ils reçoivent une formation et la semaine d'après, ils sont encore transphobes. L'action a été menée sans résultat.

• Bobbi: Si l'organe de responsabilisation ne comprend pas de policiers impliqués dans l'enquête, cela serait-il différent ?

oCiora : Oui, une enquête indépendante est la meilleure voie à suivre, car ainsi la police ne protège pas la police.

• Sylvia Fields : Est-ce aussi un problème de recrutement ? C'est intégré, nous devons faire un meilleur travail pour répondre à ceux qui veulent devenir policiers, et devons filtrer et éliminer ceux qui ont des attitudes transphobes. Je reconnais que certaines personnes peuvent évoluer, mais pour la plupart, les individus ne changent pas.

oCiora : Oui, il y a quelques années, j'ai appris qu'un officier trans avait été intégré aux forces de l'ordre. Tout le monde pensait que nous serions plus inclusifs ! Mais l'agent trans a rencontré des difficultés à côtoyer les agents de police transphobes.

• Ron Symmons : Ciora, d'autres communautés réussissent-elles mieux que Pittsburgh ? Y a-t-il une corrélation entre la police ayant une force trans et la façon dont elles interagissent avec les communautés LGBTQ ?

oCiora : Cela ne correspond pas à la réalité que j'ai observée. L'officier trans que j'ai évoqué précédemment est le seul dont j'ai entendu parler.

• Ron: Quelle communauté fait donc mieux ?

oCiora : C'est triste à dire, mais aucune. Notre histoire est enracinée dans ce conflit. Beaucoup de personnes ne comprennent pas les différences bureaucratiques entre les agents de l'ACJ et la police, donc tous les uniformes sont pointés du doigt. Encore une fois, ce n'est pas une situation qui doit être réglée par la communauté LGBTQ, c'est à la police de rétablir les interactions et sa réputation.

• Angela : Pour l'une ou l'autre d'entre vous : la commission citoyenne d'examen de la police est-elle un endroit

ouvert à la communauté LGBTQ ?

oTiffini : Je sais que certaines affaires y ont été déposées, mais je pense que la prise de conscience n'est pas là et que les individus sont préoccupés par les conséquences (est-ce anonyme, vais-je être poursuivi pour mes actes), en outre, le terme « police » dans son nom effraie, la peur est omniprésente. Il faut donc travailler davantage sur la confidentialité du processus et sur ce qui pourrait être présenté à la commission citoyenne d'examen de la police (quels types de choses je peux y apporter)

oCiora : Assurez-vous d'avoir une représentation LGBTQ dans ces conseils.

- Tim : Tiffini, comment réglez-vous le problème de la confidentialité des noms si des individus déposent une plainte qui doit être signée ? À votre connaissance, des membres des organisations participent-ils encore aux formations policières ?

oTiffini : Non, il n'y a pas de formations LGBTQIA+ dispensées par des groupes locaux. Une formation SOGIE est donnée au niveau national. Il s'agit d'une méthode de formation du formateur, mais si le formateur n'a pas d'expérience vécue, vous perdez beaucoup d'éléments.

- Valerie: Nous pouvons poser des questions sur la formation psychologique aux RH. Certains policiers n'ont pas de préjugés, d'autres, plus nombreux, en ont. Y a-t-il déjà eu une convocation d'officiers impartiaux ?

oCiora : Non, pas d'après mon expérience. Certains peuvent nous contacter à titre individuel.

- Tim : Y a-t-il eu des échanges sur la dépénalisation du travail sexuel ?

oCiora : Oui, c'est une discussion en cours dans d'autres villes.

oTiffini : Certaines villes l'ont dépénalisé et d'autres ont arrêté les opérations de type « coup monté ». Nous les mentionnerons dans les recommandations.

- Amanda : Changement de politique concernant le travail sexuel. Cela peut valoir la peine d'avoir une conversation avec le bureau du procureur et de l'amener à accepter de cesser les poursuites visant les travailleurs et travailleuses du sexe. La police sera alors moins susceptible d'interpeller des travailleurs et travailleuses du sexe.

Présentation de la commission pour l'égalité des sexes par le Dr Anupama Jain (directrice générale, commission pour l'égalité des sexes)

- Valerie: Anupama travaille à la municipalité depuis 2017. La Commission pour l'égalité des sexes a été mise en place par l'ancienne conseillère Natalia Rudiak.

- Anupama : présentation de la commission pour l'égalité des sexes. (Ces diapositives vous donnent accès à des données sur la ville qui peuvent s'avérer utiles.)

oUn héritage de préjugés sexistes existe toujours. La commission a été créée afin de transformer la vision militante de la justice sociale en politique. Il s'agit de la commission la plus récente de la ville, elle est ouverte au public.

o Nous nous engageons en faveur de l'égalité des sexes pour toutes les femmes. Ce sont des problèmes humains, pas des problèmes féminins : nous sommes tous influencés par la question du genre.

o La commission est un groupe majoritairement bénévole. Elle a produit des recommandations politiques

« Construire une nouvelle norme équitable ». Résumé du premier point concernant la violence policière :

- Les services de police doivent s'appuyer sur la communauté.
- Le genre apparaît dans les schémas de brutalité policière à l'égard des femmes (noires et trans)
- La formation sur les préjugés implicites doit se poursuivre.
- Besoin d'une plus grande sensibilisation à la violence domestique et entre partenaires intimes. Cela ne concerne même pas les cas où les policiers sont les auteurs de ces violences.
- Diversification de la police. Auparavant, le tribunal avait ordonné des quotas d'embauche, mais ils ont été levés et la diversité a diminué.
- Environnement inclusif empêchant les stéréotypes et le harcèlement. Les femmes rapportent que c'est la culture actuelle.
- Opportunités de mentorat pour les femmes et les BIPOC

- Politiques transparentes et équitables concernant la grossesse, les congés parentaux, etc.
 - Forum politique afro-américain #SayHerName
 - La recherche sur la réforme de la police doit être intersectionnelle. La législation sur les caméras corporelles doit prendre en compte la violence sexiste.
 - Questions à poser à la police pour mesurer l'effet des changements.
- Angela Reynolds : commentaire rapide. La chaîne BET diffusera samedi à 11 une intervention d'Anupama sur le mouvement #SayHerName. Question sur les recommandations n°2 sur la collecte des données et n°4 donnant la priorité aux services pour les femmes/etc. Comment le groupe de travail peut-il soutenir cela ?
 - oAnupama : L'une des raisons pour lesquelles la commission existe c'est à cause du grand écart entre les sexes dans les données. Par exemple, les tests de sécurité automobile effectués avec des mannequins masculins. C'est un problème persistant, de longue date. Nous n'avons pas de données. Comment pouvons-nous avoir un système commun pour en collecter ? On craint que les données ne soient utilisées afin de marginaliser davantage les individus ou les cibler, mais il existe des systèmes nous permettant d'être attentionnés. Nous en sommes au début, nous commençons. La commission travaille sur la recherche participative communautaire. N° 4 : nous travaillons avec les différents services de la ville afin de faire tomber les obstacles structurels. En essayant de créer un guichet unique pour les services. En éliminant la bureaucratie.
 - David Harris : Intéressé par l'embauche de femmes et la transition vers la culture de protection. Vous obtenez ces qualités de protecteur lorsque vous embauchez plus de femmes, parce qu'en tant que groupe, elles sont plus intéressées par la désescalade. Selon les derniers chiffres du PPB, 16 % de femmes officières en 2015. Y a-t-il des efforts actifs de la part du PPB visant à recruter des femmes ? La commission échange-t-elle actuellement avec les femmes officières afin d'évaluer si la situation s'aggrave/s'améliore ?
 - oAnupama : Oui, aujourd'hui, les chiffres sont plus faibles. La situation ne s'est pas améliorée. De ce que j'en ai compris l'embauche systématique est inexistante. J'ai été en contact informel avec les femmes et les agents LGBTQ et ce qui en ressort c'est que l'atmosphère est pour le moins hostile. Le mentorat et le recrutement pourraient résoudre ce problème, mais un autre souci se pose, on ne sait pas comment les femmes peuvent jouer un rôle de premier plan.
 - Ron Symons : quel est le chiffre cible ? Quels autres services de police le font bien ?
 - oAnupama : Je partagerai des modèles avec les coprésidents.
 - oAnupama : Un idéal auquel nous pouvons aspirer c'est que les dirigeants comme le personnel de première ligne représentent plus équitablement les communautés. L'objectif de 52 % de femmes n'est pas une mauvaise aspiration, mais nous en sommes loin. Cela signifie également que nos forces de police ne doivent pas être uniquement blanches, tout en veillant à ne pas jeter les personnes issues de minorités dans un environnement hostile.
 - Bobbi: Retour aux questions sur les données. Où sont les données ? Comment pouvons-nous obtenir des données agrégées ? Comment pouvons-nous prendre des décisions concernant les communautés sans données ? Comment structurer une recommandation concernant la collecte de ces données ?
 - oAnupama : C'est un défi. Par le passé, le suivi n'a pas été effectué correctement ou systématiquement ou humainement, afin de pouvoir dire que nous faisons des progrès. J'ai le sentiment que nous agissons de manière cohérente, en partenariat avec d'autres, comme les universités, pour nous aider à faire ce travail. Nous pouvons demander l'identité des gens de façon sensible. Et nous pouvons encourager les personnes capables de le faire au sein de notre communauté.
 - Tim : Je voudrais me concentrer sur le recrutement et la formation. Notre groupe est voué à disparaître, mais nous voulons nous assurer de laisser un héritage durable. Veuillez partager vos recommandations.
 - oAnupama : J'enverrai le dossier.

Discussion du groupe de travail seul

- Tim : Comment ces recommandations seront-elles compilées ? Comment saluons-nous ceux qui ont apporté leur contribution ?
 - o Nous pouvons trier les recommandations par sujet, rédiger une recommandation générale ou inclure d'autres personnes.
- Valerie: De quelle façon procédons-nous maintenant ?
 - o Chaque sous-comité devrait préparer son rapport sur la base des commentaires entendus. Nous diffuserons des rapports que les membres du groupe de travail examineront avant la réunion. Cela donnera aux membres le temps d'examiner le document et de recueillir leurs réflexions et leurs recommandations.
 - o Nous ferons de notre mieux pour être aussi circonstanciés et précis que possible
 - o Nous essaierons de faire des commentaires uniquement sur le contenu et non sur la formulation.
- Bobbi: Le volume sera un problème une fois ces rapports réunis. Nous avons tous différentes quantités d'informations disponibles. Nous avons également reçu divers orateurs, dont les apports se croisent, dans nos sous-comités. En fin de compte, nous voulons un rapport final lisible et exploitable.
- Angela : Qui est la personne actuellement responsable de la synthèse ? Incorporation de liens, mise en forme, etc.
 - o Le Dr Bullock travaillera avec le personnel pour aider à finaliser la proposition. Une assistance supplémentaire sera demandée au besoin.
- Tony : Nous avons reçu de nombreuses recommandations intéressantes de la part de divers orateurs. Comment pouvons-nous nous assurer de toutes les consigner ?
 - o Alaa : les procès-verbaux et les recommandations des intervenants sont disponibles dans le dossier Google Drive. Le rapport comprendra également une section dédiée aux remerciements.

Dr Bullock et Angela : Nous pouvons profiter de la prochaine réunion pour que les sous-comités travaillent. Chaque sous-comité compilera sa liste de recommandations et la transmettra au Dr Bullock avant le lundi 31 août à midi. Il n'y aura pas de réunion publique sur Zoom lundi.